

# PARLEMENT EUROPÉEN

## DÉLÉGATION POUR LES RELATIONS AVEC LE MERCOSUR

**Rapport de M. Massimo D'ALEMA, président de la délégation,  
adressé à la commission des affaires étrangères, des droits de  
l'homme, de la sécurité commune et de la politique de défense sur  
le voyage du groupe de travail en**

**Argentine**

**22-26 novembre 2004**

Bruxelles, le 20 décembre 2004  
LMG/nal

## **Introduction:**

La conférence des présidents, lors de la réunion du 28 octobre 2004, a adopté, après avoir sollicité l'avis des commissions des affaires étrangères et du développement, le programme des activités des délégations pour le second semestre de 2004 que la conférence des présidents de délégations avait soumis à son approbation. Ce programme incluait le voyage d'un groupe de travail en Argentine.

Un groupe de travail de la délégation pour les relations avec les pays d'Amérique du sud et du Mercosur avait effectué une visite en juin 2000 et une délégation ad hoc avait fait de même du 27 novembre au 4 décembre 2002. Dans les deux cas, la présidence a été confiée à M. Rolf LINKOHR

## **Situation interne:**

Fin 2001, la situation économique de l'Argentine était devenue insoutenable. Le président, M. Fernando de la RUA, qui était entré en fonction en décembre 1999 à la tête de la Alianza, une coalition formée par Unión Cívica Radical et FREPASO, se trouvait dans une situation de grande instabilité après le départ du gouvernement du dirigeant du FREPASO, M. Chacho ALVAREZ. Ce dernier était vice-président du gouvernement et président du sénat. Cette rupture avec la Alianza s'est avérée être, pour certains de nos interlocuteurs, le détonateur de la crise politique dont la conséquence la plus récente a été la démission du président de la RUA.

La démission du président a provoqué une crise politique au cours de laquelle cinq présidents se sont succédés en l'espace d'une semaine (janvier 2002), parmi lesquels M. Adolfo RODRÍGUEZ SAA, qui a décrété la suspension du paiement de la dette de 132 000 millions de dollars. Finalement, le congrès a choisi le candidat justicialiste, M. Eduardo DUHALDE, qui avait été candidat aux élections présidentielles remportées par de la RUA.

Malgré les énormes difficultés aussi bien politiques qu'économiques, toutes les désignations de présidents se sont faites dans le respect le plus absolu de la législation en vigueur, démontrant ainsi la consolidation et l'enracinement de la démocratie en Argentine.

Le déclin économique du pays, caractérisé par une croissance économique négative depuis 1998, l'appauvrissement général de la population et l'énorme instabilité sociale consécutifs dans lesquels la société civile s'est imposée comme le protagoniste de la protestation, ont contraint le gouvernement à adopter des mesures drastiques:

- abandon de la parité 1:1, dévaluation de la monnaie et conversion en pesos de l'économie
- transfert des dépôts de dollars en pesos, appelé le «corralito»
- confirmation du non-paiement de la dette, «default»
- contrôle de la sortie des devises
- pacte avec les provinces pour contrôler les dépenses

Eduardo DUHALDE a convoqué des élections en mars 2003. Du premier tour, sur 19 candidats, sont ressortis deux candidats justicialistes: l'ex-président Carlos MENEM et Néstor KIRCHNER. Face aux résultats prévus par les enquêtes, le premier a renoncé au second tour.

Cependant, la campagne électorale a montré qu'un divorce s'était produit entre les citoyens et les partis politiques et la classe dirigeante qui a provoqué, par moments, de véritables crises gouvernementales.

Le renouvellement de la chambre des députés et du sénat en octobre 2003 s'est avéré favorable aux péronistes qui disposent désormais de 130 et 41 sièges respectivement, ce qui donne au président une majorité de gouvernement lui permettant de gouverner facilement.

Le gouvernement de KIRCHNER a réussi à replacer l'Argentine sur la voie de la croissance, avec des augmentations du PIB de 9% en 2003 et des prévisions de 7% et de 5% pour 2004 et 2005 respectivement. Avec ces augmentations, le pays atteindra le produit intérieur brut de 1998. Cette croissance est due, en grande partie, aux exportations, suite à une dévaluation effective de plus de 60%. De plus, l'augmentation du prix du pétrole, dont l'Argentine est exportatrice, et de la quantité des exportations de matières premières ont placé la balance des paiements argentine en position d'excédent à raison de 14 000 millions de dollars pour 2004.

Parmi les matières premières, le soja transgénique prend chaque jour plus d'importance grâce, surtout, au marché chinois et au taux de change compétitif de la devise argentine. Certains de nos interlocuteurs ont mentionné le risque que l'Argentine ne devienne un simple exportateur de matières premières sans la moindre valeur ajoutée.

Actuellement, la consommation interne devient également un stimulateur de la croissance économique.

A l'étranger, la position de l'Argentine s'est améliorée, dans le cadre d'une relance des relations commerciales avec des pays asiatiques comme la Chine, le Vietnam et la Corée.

Le président KIRCHNER est un ferme partisan du développement du Mercosur ainsi que de l'initiative en faveur de l'**Union sud-américaine**. Pratiquement tous nos interlocuteurs ont souligné l'importance qu'aura la III<sup>e</sup> réunion des présidents de la communauté andine, du Mercosur, du Chili, de Guyane et du Surinam, le 9 décembre à Cuzco, étant donné l'adoption prévue de son «acte fondateur».

Par rapport à l'Union européenne, les négociations de l'accord commercial de dialogue politique et de coopération sont suspendues jusqu'en mars 2005, suite à l'échec des dernières négociations. Les deux parties se sont accusées mutuellement d'un manque de volonté politique. L'Argentine réclame une amélioration de l'offre dans le chapitre agricole (meilleur accès aux marchés européens, notamment pour la viande bovine et la volaille) et l'UE dans le secteur des services et des produits industriels. Tous nos interlocuteurs ont demandé à la délégation d'intervenir afin de sensibiliser l'exécutif de l'UE à la nécessité de faire un «geste» dans le chapitre agricole, qui permette la rapide conclusion des négociations.

La renégociation et le paiement de la **dette publique** restent un des grands problèmes du gouvernement actuel qui s'est toujours montré prêt à payer celle-ci, bien qu'elle ait été contractée en partie par des gouvernements non démocratiques («dette odieuse»), selon des conditions devant être négociées par les deux parties. L'offre d'échange de la dette privée a été reportée jusqu'en mars prochain, étant donné que les créanciers n'acceptaient pas l'offre de «remise de dette», de réduction, proposée par l'Argentine. La position actuelle, comme nous l'a indiqué le ministre de l'économie, M. Roberto LAVAGNA, serait que la charge soit répartie entre l'Argentine, les banques qui ont vendu la dette et les épargnants. Du côté de la

délégation, il a été rappelé au cours des différents rencontres qu'une grande partie de la dette était entre les mains de petits épargnants, notamment des retraités installés en Italie (près de 250 000 personnes concernées) et, dans une moindre mesure, en Allemagne.

La renégociation de la dette publique avec les autorités financières internationales a également été proposée en attendant les résultats des discussions des investisseurs en dette privée. Du côté de l'Union européenne, il a été souligné qu'elle était consciente d'une certaine responsabilité des banques européennes qui avaient accordé les prêts et de ceux qui avaient servi d'intermédiaires pour l'achat de la dette. A ce sujet, il a été rappelé que l'Italie préparait une loi reconnaissant la responsabilité des banques.

Un accord sur la dette permettra de repositionner et d'améliorer l'image du pays sur les marchés financiers internationaux.

Le président a assisté à la confirmation par le législatif de la **loi d'urgence économique**, approuvée pour la première fois sous la présidence de M. DUHALDE en 2002 et renouvelée depuis, qui prévoit, entre autres, la possibilité de modifier les postes budgétaires.

Les succès de la gestion de KIRCHNER ont renforcé son image face à l'opinion publique, ce qui s'est traduit par une augmentation de la confiance dans le gouvernement et dans ses dirigeants. Aussi, lors de la plupart des rencontres avec des représentants du monde politique, économique ou de la société civile, le désir de tous les Argentins de soutenir leur gouvernement était patent.

### **Rencontres avec l'exécutif:**

La délégation a participé à des réunions de travail avec plusieurs membres de l'exécutif ainsi qu'avec le vice-président, M. Daniel SCIOLI. La réunion avec le président KIRCHNER s'est limitée à une rencontre protocolaire avec le président de la délégation uniquement.

Une réunion intéressante a eu lieu avec la **ministre du développement social**, Mme Alicia KIRCHNER, qui a expliqué à la délégation les réformes en faveur d'une rationalisation introduites au sein de son ministère. Elle a expliqué aux parlementaires européens le fonctionnement des plans actuellement en place:

- Le plan national économique et social
- Le plan national de la famille
- Le plan national de la sécurité alimentaire

Pendant les premiers mois de la crise, la politique sociale s'est concentrée sur la satisfaction des besoins fondamentaux de la population à travers des programmes tels que les «cantines communautaires» ou les plans en faveur des chefs de ménage dont ont bénéficié quelques 2 millions de foyers. À l'heure actuelle, la tendance est que les gens «retournent manger chez eux». Des initiatives ont ainsi été lancées permettant de créer 600 000 potagers familiaux ou qui ont encouragé la création et le développement de 30 000 projets de sociétés, notamment artisanales, à caractère familial. Il existe aussi actuellement 1 118 coopératives de logement. Ont également été instauré des programmes pour les femmes ayant plus de sept enfants, les handicapés et les personnes de plus de 70 ans.

Elle a également demandé que la Commission réexamine le choix des programmes qui bénéficient de son aide car elle considère que la sélection a été faite à une étape de l'économie argentine très différente de la situation actuelle.

Une autre activité réalisée par le ministère a été la mise à jour des listes de bénéficiaires des différents programmes avec la suppression, parce qu'ils n'étaient plus nécessaires, de 400 000 plans en faveur des chefs de ménage.

Enfin, elle a fait référence aux mesures adoptées pour pallier les effets de la situation dans les hôpitaux, comme celui de Tucumán, dont la gravité a été connue de la communauté internationale à travers la presse et la télévision et qui a été visité par une délégation ad hoc du PE en 2002.

Avec le **ministre de la santé**, M. Ginés GONZÁLEZ GARCÍA, le groupe de travail a abordé les conséquences sociales et sanitaires de la crise qu'a traversé l'Argentine. Son ministère, responsable des programmes sanitaires des 24 provinces, avait consenti des efforts énormes en faveur de l'utilisation de génériques afin de réduire les dépenses. A l'heure actuelle, il a fait savoir que 15 millions de personnes bénéficiaient d'une médecine préventive publique gratuite.

A moyen terme, ils tenteront d'unifier les systèmes sanitaires puisque trois systèmes coexistent actuellement: le système public, le système de la sécurité sociale et le système privé.

Un dialogue a été établi avec le **chancelier**, M. Rafael BIELSA, centré surtout sur les négociations UE/Mercosur et sur l'intégration sous-régionale et régionale. Comme l'ont indiqué d'autres interlocuteurs, la signature de l'accord UE/Mercosur permettrait d'affronter avec plus de fermeté les négociations au sein de la ZLEA.

Du point de vue du chancelier, l'Union sud-américaine peut avoir un «effet de chaîne» qui renforcera le développement du Mercosur. Il considère que toute intégration doit passer par une intégration physique par le biais de projets d'infrastructure ou d'interconnexion énergétique qui pourraient être financés par des organismes tels que la BID.

Le **ministre de l'économie** et ancien ambassadeur à Bruxelles, M. Roberto LAVAGNA, a défendu la décision de reporter l'offre d'échange de dette malgré les difficultés qu'une telle décision avait provoqué au sein du cabinet. Ce report répondait en partie à une demande de la commission des valeurs italienne. Il a exprimé sa conviction que la résolution du problème de façon acceptable et durable était la seule voie possible pour atteindre une normalisation totale de la situation dans son pays.

Concernant les négociations UE/Mercosur, il a mentionné la nécessité de réorienter certaines questions fondamentales sans en arriver à reprendre les discussions de zéro. Il a analysé les offres des deux parties et a conclu que leurs analyses respectives étaient complètement différentes. Il estime qu'essayer d'appliquer l'accord UE/Chili comme modèle pour l'accord UE/Mercosur a été une erreur dès de départ puisqu'il s'agit d'économies, celle du Chili et celle des pays du Mercosur, totalement différentes.

Par rapport à la reprise des négociations, il a affirmé que l'UE devrait soit réduire ses exigences en matière de biens et de services soit améliorer son offre en matière agricole. Peut-être, a-t-il ajouté, que les attentes étaient trop grandes et que la meilleure formule serait de se

limiter à un accord de coopération et de dialogue politique tel que ceux récemment conclus par l'UE avec les pays andins et avec l'Amérique centrale.

### Rencontres avec le législatif:

La délégation s'est réunie avec le président de la **chambre des députés**, M. Eduardo CAMAÑO, avec qui elle a largement débattu du futur des relations birégionales.

La délégation a participé à des réunions de travail avec les principales forces politiques représentées au sein des chambres législatives. Le congrès compte 272 députés appartenant à 42 groupes parlementaires différents. Certains de nos interlocuteurs ont soulevé la possibilité de voir disparaître de nombreux partis politiques lors des prochaines élections.

Lors de toutes les réunions avec les législateurs, notre délégation a montré son soutien total à l'intégration du Mercosur, aussi bien pour les aspects internes que pour l'impulsion qu'elle pourrait donner aux relations avec l'UE. Il a également été rappelé que l'intégration était le seul antidote qui permette de donner un visage humain à la mondialisation.

Par rapport à la ZLEA, ils se sont généralement montrés sceptiques, d'abord en raison de son contenu strictement commercial mais aussi du manque de volonté des États-Unis de changer la politique de subsides. Certains de nos interlocuteurs ont critiqué le fait que les États-Unis favorisent la négociation bilatérale au détriment de la négociation multilatérale.

Nos interlocuteurs **justicialistes**, parmi lesquels se trouvait l'ex-président, M. Eduardo DUHALDE, ont souligné l'importance de la reprise du projet d'intégration sud-américaine et l'énorme développement qu'il pourrait donner au grand potentiel de ressources de la région. Il a informé des progrès réalisés par rapport à l'intégration physique, financière, culturelle et communicationnelle.

Concernant la situation interne, il a fait allusion au consensus national autour de la gestion du gouvernement, qui avait atteint l'équilibre budgétaire au niveau national, provincial et municipal.

La délégation a eu une réunion intéressante avec les membres de «**Unión Cívica Radical**» (UCR - Union civique radicale) sur les relations UE/Mercosur, qualifiées d'un haut niveau stratégique. Nos interlocuteurs ont indiqué que le Mercosur, qui est né comme initiative d'un président radical, Raúl ALFONSÍN, devait consolider ses institutions pour éviter de s'affaiblir face à la création de l'Union sud-américaine des nations. Des relations étroites à travers un accord avec l'UE permettraient de résister au projet de ZLEA de créer une zone de libre échange des Amériques en 2005, qui serait accéléré par la réélection du président BUSH.

Enfin, ils ont exprimé leurs remerciements pour le soutien reçu des membres du PE, en pleine crise argentine, lors de la réunion des bureaux des parlements de l'intégration qui a eu lieu à Madrid, en mai 2002, parallèlement au II<sup>e</sup> sommet des chefs d'état et de gouvernement de l'UE/ALC et ils ont souligné la nécessité pour les parlements de s'associer au suivi des négociations.

Avec les membres du parti «**Por una República de Iguales**» (ARI - «Pour une république d'égaux»), les discussions ont tourné autour du paiement de la dette et de l'attitude des entreprises européennes qu'ils ont accusées de ne pas avoir respecté les engagements pris. Cela justifie la renégociation des conditions.

La délégation s'est également réunie avec l'ex-ministre de l'économie et dirigeant du parti «**Recrear**» (Renouveau), M. Ricardo LÓPEZ MURPHY. Celui-ci a parlé de l'amélioration de la situation économique et sociale de son pays, bien qu'il reste des problèmes concernant le fonctionnement des institutions. Il a souligné le danger d'une concentration excessive des pouvoirs, notamment le pouvoir budgétaire et la présidence, permettant de gouverner en ne tenant pratiquement pas compte du législatif.

Par rapport au problème de la dette, estimée à quelque 180 800 millions de dollars, il a fait part de son inquiétude quant au fait que le gouvernement argentin aurait désavantagé les petits porteurs de dette auxquels il a appliqué une plus grande réduction ou «remise» de dette. Il estime que le gouvernement devrait appliquer les mêmes principes dans le cas des épargnants argentins, dont un grand nombre sont des retraités, que ceux appliqués dans les négociations avec le FMI. L'Argentine ne regagnera la confiance des marchés internationaux que si elle résout le problème de la dette interne et externe de façon satisfaisante, par le biais d'une offre d'échange adéquate, ce qui lui permettra d'attirer à nouveau les investissements étrangers, si indispensables.

A titre de soutien de la communauté internationale à l'Argentine, il a proposé d'augmenter les contributions au FMI, ce qui permettrait à cet organisme de disposer de fonds plus importants pour aider davantage les pays comme l'Argentine.

En matière de politique extérieure, il a fait référence à la nécessité pour son pays de s'ancrer dans la région en vue d'adopter des positions stratégiques communes sur des thèmes tels que l'environnement ou le terrorisme.

### **Rencontres avec la société civile**

La délégation a participé à deux réunions avec des représentants d'organisations non gouvernementales et des syndicats.

Pendant la première réunion, l'association «**Abuelas de Mayo**» (Grands-mères de Mai) ont explicité les activités qui leur avaient permis de retrouver 79 petits-enfants. Le **Centre d'études légales et sociales** a fait allusion aux cas de violence policière faisant l'objet d'une enquête et aux efforts consentis en faveur de l'accès à la justice dans les matières sociales.

La **Red Solidaria** (Réseau Solidaire) a analysé les projets qu'elle réalise avec pour objectif de fournir des médicaments aux malades du SIDA ou une assistance dans les cas de «cancer dans la solitude».

Enfin, avec les représentants du **CODESEDH**, le comité pour la défense de la santé, de l'éthique professionnelle et des droits de l'homme, des échanges de vues ont eu lieu sur deux thèmes: la situation de la minorité indigène et la récupération de la qualité institutionnelle.

La délégation s'est réunie avec des **dirigeants syndicaux**, notamment ceux de la CGT, qui ont fait part de leur préoccupation par rapport aux négociations à la baisse des conditions de travail et des conditions sociales en raison de la mondialisation. Ils ont également fait allusion à la politique visant à augmenter la compétitivité sous le prétexte d'éviter la délocalisation des entreprises. Ils ont accusé les «tigres asiatiques» de la faillite de nombreuses petites et

moyennes entreprises argentines.

La délégation a également établi des contacts avec le monde des entreprises à travers deux rencontres différentes: le **Mercosur Business Forum** et la participation au programme financé par la commission exécutive **AI-Partenariat**.

### **Autres rencontres:**

La délégation a participé à une réunion de travail avec l'ex-président, **M. Raúl ALFONSÍN**, au cours de laquelle ont été abordés en premier lieu les thèmes de l'agenda international. L'ex-président a souligné la préoccupation de certains cercles industriels face à la politique du gouvernement visant à resserrer les liens avec certains pays asiatiques auxquels est accordée la certification d'économie de marché.

Concernant la dette, il a souligné, comme l'ont fait plusieurs autres interlocuteurs, la volonté du gouvernement et l'accord de toutes les forces politiques pour faire face à la dette; toutefois, la situation actuelle de croissance économique permet d'y faire face. Il a estimé qu'une baisse des prix du pétrole ou de matières premières comme le soja renverserait totalement la situation. Il a également affirmé que les investisseurs en dette argentine étaient conscients, à l'exception des petits épargnants, du risque du pays, raison pour laquelle les taux de la dette étaient élevés.

La délégation a également participé à un débat intéressant autour du binôme «démocratie + développement», au développement duquel la signature de l'accord entre l'UE et le Mercosur peut contribuer.

La délégation s'est réunie à deux reprises avec les ambassadeurs de l'UE accrédités en Argentine, sous la forme d'un briefing puis d'un débriefing, qui ont permis d'analyser les résultats de la visite.

### **Rencontres avec les autorités de la ville et la province de Buenos Aires:**

Dans la province de Buenos Aires, la délégation a rencontré les législateurs des deux chambres. Au cours des différentes réunions, la délégation européenne a été informée du fonctionnement des relations entre les provinces et l'État, avec une référence particulière à la gestion des transferts et au fonctionnement.

Dans la ville de Buenos Aires, la délégation a rencontré le chef du gouvernement de la ville de Buenos Aires, M. Aníbal IBARRA.

La gestion de Buenos Aires a beaucoup intéressé la délégation puisqu'elle compte 14 millions d'habitants et représente 40% de la richesse du pays.

### **VII<sup>e</sup> réunion interparlementaire UE/MERCOSUR**



Le lundi 22 novembre a eu lieu la VII<sup>e</sup> réunion interparlementaire UE/MERCOSUR, à la chambre des députés. Les discours d'introduction étaient à charge des présidents des délégations MM. Florisvaldo FIER et Massimo D'ALEMA.

À travers leurs discours, les deux parlementaires ont lancé une réflexion sur les implications que pouvait avoir l'interruption des négociations de l'accord d'association UE/Mercosur, qui lierait 450 millions d'Européens à 220 millions de Sud-américains.

M. Massimo D'ALEMA a insisté sur l'intérêt réciproque dans l'accord et a posé une question, qui a servi d'introduction aux discussions postérieures, sur la façon dont les parlements pouvaient contribuer à encourager le dialogue et à suivre le développement des négociations.

M. Florisvaldo FIER a fait allusion à l'impossibilité pour les pays, de façon isolée, à faire face aux conséquences négatives de la mondialisation.

Ensuite, le président de la section argentine de la CPC du Mercosur et le vice-président de la délégation européenne, MM. ATANASOF et DUQUESNE, ont analysé l'actualité politique et économique de chacune des régions.

M. ATANASOF a fait allusion à l'échec des négociations puisqu'ils se sont retrouvés dans une impasse dans laquelle les négociateurs du Mercosur ont été déçus par l'immobilisme communautaire sur le thème des subsides agricoles tandis que l'UE considérait comme insuffisantes les propositions du Mercosur, notamment en matière de biens et de services. M. ATANASOF a exprimé la nécessité d'inclure les parlements dans le suivi des négociations, ce qui permettra d'associer à ces mêmes négociations la société civile, à travers ses représentants directs.

Le vice-président DUQUESNE a lancé quelques réflexions sur le chemin qui conduit de plus en plus l'UE vers une Europe politique qui inclut ses citoyens dans les décisions qui ont une influence sur leur avenir. Il a également fait référence à la Constitution européenne, au débat sur celle-ci et à l'élargissement actuel et futur de l'UE.

Il a également fait référence à l'investiture de la Commission BARROSO et au rôle important joué par le PE tout au long de la procédure.

Il a fait allusion à l'importance qu'ont, dans l'actualité européenne, aussi bien le terrorisme que l'émigration qui, chaque année, représente l'entrée de 680 000 émigrants légaux et d'autant d'émigrants illégaux. Il a demandé que la déclaration finale fasse référence au phénomène migratoire.

Pendant le débat qui a suivi, la législatrice argentine, Mme Alicia CASTRO a fait référence au prochain sommet sud-américain au cours duquel sera lancée l'idée de créer le sommet sud-américain des nations et pendant lequel le parlement andin, les législateurs chiliens et la commission parlementaire conjointe du Mercosur se réuniront à titre d'épilogue du sommet.

Enfin, les interventions des parlementaires européens se sont concentrées afin de tenter d'influencer le commissaire MANDELSON pour qu'il essaie de présenter une position plus flexible lors des prochaines négociations UE/Mercosur.

La création d'un groupe de travail pour le suivi des négociations a été décidée et la future commission parlementaire mixte qui inclura l'accord UE/Mercosur a fait l'objet d'un vaste

débat.

La réunion s'est clôturée par l'adoption d'une déclaration commune.

## **Conclusion:**

L'Argentine est parvenue à redresser son économie. Dans un premier temps, grâce à la bonne santé des exportations et actuellement grâce à la redynamisation de la consommation interne. Le prix élevé du pétrole dû à la situation internationale, la forte demande de soja de la part du marché chinois et surtout la dévaluation du peso ont fait que l'exportation a été le détonateur de la reprise économique.

Le thème de la dette, aussi bien publique que privée, est traité avec une grande prudence de la part des autorités argentines étant donné que la crédibilité future de l'économie argentine dépendra d'un accord basé sur un consensus entre les différentes parties.

Du point de vue politique, une dangereuse dérive s'est produite vers un parti unique, le parti justicialiste, au sein duquel apparaissent différentes tendances regroupées autour de dirigeants politiques.

Les relations internationales ont été une grande préoccupation des derniers dirigeants argentins. L'Argentine participe activement aux organismes d'intégration, l'ex-président DUHALDE étant actuellement président du comité des représentants permanents du Mercosur.

Concernant les négociations Mercosur/UE, la délégation a pu percevoir une certaine frustration par rapport au fait que ces dernières n'aient pas pu être conclues aux dates prévues, sous le mandat de la commission antérieure. Le climat actuel, notamment au ministère du commerce, est celui de l'attente et même du changement de stratégie négociatrice afin de récolter un succès en vue des premières négociations de l'année prochaine, même au prix d'une réduction du niveau de l'accord.

# PARLEMENT EUROPÉEN

## Visite d'une délégation en Argentine 22-26 novembre 2004

### Liste des participants

#### Membres de la délégation

Prénom	Nom de famille	Groupe politique	Pays
M. Massimo	<b>D'ALEMA</b> , président <ul style="list-style-type: none"><li>• <i>Président de la délégation pour les relations avec le Mercosur</i></li><li>• <i>Commission des affaires étrangères</i></li><li>• <i>Commission de la pêche</i></li></ul>	PSE	Italie
M. Antoine	<b>DUQUESNE</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• <i>Second vice-président de la délégation pour les relations avec le Mercosur</i></li><li>• <i>Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures</i></li></ul>	ALDE	Belgique
M. Małgorzata	<b>HANDZLIK</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• <i>Commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs</i></li></ul>	PPE-DE	Pologne
M. Ján	<b>HUDACKÝ</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• <i>Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie</i></li></ul>	PPE-DE	République slovaque
M. Emilio	<b>MENÉNDEZ del VALLE</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• <i>Commission des affaires étrangères</i></li></ul>	PSE	Espagne
Mme Amalia	<b>SARTORI</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• <i>Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres</i></li><li>• <i>Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures</i></li></ul>	PPE-DE	Italie

#### Groupes politiques des membres de la délégation

PPE-DE - Groupe du Parti populaire européen (démocrates-chrétiens) et des démocrates européens

PSE - Groupe du Parti des socialistes européens

ADLE - Groupe de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe

**Secrétariat de la délégation**

M.	Luis	<b>MARTÍNEZ-GUILLÉN</b>	Chef du secrétariat
M.	Raymond	<b>HERDIES</b>	Assistant principal

**Assistants parlementaires**

M.	Giuseppe	<b>FORTUNATO</b>	Assistant du président, M. D'ALEMA
Mme	Sylwia	<b>KOSINSKA</b>	Assistante de Mme HANDZLIK

**Interprètes**

M.	Francis	<b>COLE</b>	EN
Mme	Dominique	<b>DE GEOFFROY</b>	FR
Mme	Arantxa	<b>ERRO</b>	ES/FR
M.	Enrique	<b>QUIJANO</b>	ES/EN (Chef d'équipe)

**Visite en Argentine de la  
délégation du Parlement européen pour les relations avec le Mercosur,  
du 21 au 27 novembre 2004**

**Programme définitif**

**Dimanche 21 novembre**

20 h 15 Arrivée des députés et transfert à l'hôtel MARRIOTT PLAZA

**Lundi 22 novembre**

- 11 heures **Réunion de coordination**  
*Lieu: Hotel Marriot Plaza, salon Dorado*
- 12 heures *Départ à 11 h 30 du Marriot en Mercedes, bus et monospace*  
**Réunion avec le président Nestor Kirchner**  
*Lieu: Casa Rosada (entrée par l'esplanade Rivadavia)*
- 13 heures **Déjeuner avec les ambassadeurs des États membres de l'UE**  
*Lieu: Résidence du chef de la délégation de la CE en Argentine, Av. Coronel Díaz 2882, Buenos Aires.*
- 18 h 15 *Départ à 14 h 40 de la résidence en Mercedes, bus et monospace*  
**VII<sup>e</sup> réunion interparlementaire CPC-délégation du Mercosur du Parlement européen.**  
*Lieu: Palais du congrès de la nation, salon des conférences, 1<sup>er</sup> étage.*
- 17 heures *Départ à 16 h 45 du Congrès en Mercedes, bus et monospace*  
**Inauguration de Al-Partenariat avec la participation du vice-président de la nation Daniel Scioli**  
*Lieu: Sheraton Buenos Aires Hotel & Convention Center*
- 18 h 30 **Entretien exclusif avec le quotidien La Nación**  
*Lieu: Sheraton Buenos Aires Hotel & Convention Center*
- 21 heures *Départ à 20 h 50 du Marriot en Mercedes, bus et monospace*  
**Dîner offert par le député Alfredo Atanasof, président de**

**la commission parlementaire mixte du Mercosur, section  
Argentine.**

*Lieu: Restaurant Estilo Campo Alicia M. de Justo 1840*

**Mardi 23 novembre**

- 10 h 15 *Départ à 10 heures du Marriot en Mercedes, bus et monospace*  
**Réunion avec le président de la chambre des députés Eduardo  
Camaño**  
*Lieu: Présidence de la chambre des députés. Rivadavia, 1850.*
- 10 h 30 **Réunion avec les autorités du bloc du parti justicialiste**  
*Lieu: Présidence de la chambre des députés.*
- 11 h 30 **Réunion avec les autorités du bloc de la UCR**  
*Lieu: 2<sup>e</sup> étage du palais du congrès, bureau 231*
- 12 h 30 **Réunion avec les autorités du bloc de l'ARI**  
*Lieu: Bâtiment annexe du congrès, Rivadavia 1829, 4<sup>e</sup> étage*
- 13 h 30 **Déjeuner offert par le sénateur Ramón Puerta, président de la  
commission des relations extérieures du sénat**  
*Lieu: Salle à manger du sénat, 1<sup>er</sup> étage du palais du sénat,  
H. Yrigoyen 1839*
- 15 h 30 *Départ du sénat à 15 h 20 en Mercedes, bus et monospace*  
**Réunion avec Eduardo Duhalde, président de la Commission  
des représentants permanents du Mercosur.**  
*Lieu: Bureau de Duhalde, Hipólito Yrigoyen 1680, 11<sup>e</sup> étage*
- 16 heures *Départ à 15 h 50 du bureau de Duhalde en Mercedes, bus et  
monospace*  
**Réunion avec des ONG**  
*Lieu: Délégation de la CE, Ayacucho 1537*
- 17 h 40 **Entretien exclusif avec le quotidien espagnol El País**  
*Lieu: Délégation de la CE, Ayacucho 1537*
- 18 heures **Réunion avec les syndicats:** Susan Rueda, secrétaire générale de  
la CGT, Marta Maffei de CTA, Juan González, secrétaire du  
Mercosur de la CTA, Pedro Wasieko, secrétaire des relations  
internationales CTA, Claudio Lozano, CTA, Juan José Lingeri,  
secrétaire général CGT.  
*Lieu: Délégation de la CE, Ayacucho 1537*  
*Départ à 15 h 50 de la délégation en Mercedes, bus et monospace*

20 heures

**Dîner de lancement du groupe *Union européenne***  
*Lieu: Roof Garden du Alvear Palace Hotel*



## **Mercredi 24 novembre**

- 8 h 30      **Petit-déjeuner avec le Forum des entreprises UE-Mercosur**  
*Lieu: Hotel Marriot Plaza, salon San Martín*
- 9 h 30      Départ pour La Plata (*en Mercedes, bus et monospace du Marriot*)
- 11 heures    **Visite de la législature de la province de Buenos Aires:**  
Réunion avec le président de la législature Osvaldo Mercuri, le vice-gouverneur Graciela Giannettasio et 30 autres députés et sénateurs provinciaux.  
*Lieu: Législature de la province de Buenos Aires*
- 12 h 30      **Déjeuner offert par le président de la commission des relations extérieures du sénat, législature Osvaldo Mercuri.**  
*Lieu: Législature de la province de Buenos Aires*
- 14 h 30      Retour à Buenos Aires (*en Mercedes, bus et monospace*)
- 16 heures    **Réunion avec la sénatrice Cristina Fernández de Kirchner**  
*Lieu: Hipolito Yrigoyen 1835, 3<sup>e</sup> étage, bureau 32 "D"*
- 17 heures    Programme libre

## **Jeudi 25 novembre**

- 8 h 30      **Réunion avec Ricardo López Murphy du parti Recrear. Il sera accompagné de Felipe de la Balze et Arnoldo Listre**  
*Lieu: Hotel Marriot Plaza, salon Plaza*
- 10 h 30      *Départ à 10 h 15 de l'hôtel Marriot en Mercedes, bus et monospace*  
**Réunion avec la ministre du développement social Alicia Kirchner**  
*Lieu: 9 de julio 1925, 14<sup>e</sup> étage. Parking dans la rue Belgrano*
- 13 heures    *Départ à 12 h 30 du ministère en Mercedes, bus et monospace*  
**Déjeuner de travail avec l'ex-président Raúl Alfonsín,**

**Ángel Rozas (président du parti), l'ambassadeur Laperche, Enrique Olivera (ex-intendant de la ville de Buenos Aires et le sénateur Hipólito Solari Yrigogen.**  
*Lieu: Résidence du chef de la délégation de la CE en Argentine, Av. Coronel Díaz 2882, Buenos Aires*

*Départ à 15 h 10 de la résidence en Mercedes, bus et monospace*

15 h 30

**Réunion avec le ministre de la santé Ginés González García**  
*Lieu: Ministère de la santé, Av. De Julio 1925, 2<sup>e</sup> étage (entrer par le parking Av. De Julio/Belgrano)*

*Départ à 17 h 15 du ministère en Mercedes, bus et monospace*

17 h 30

**Réunion avec le chancelier Rafael Bielsa**  
*Lieu: Chancellerie, Esmeralda 1212, 13<sup>e</sup> étage,*

*Départ à 18 h 20 de la chancellerie en Mercedes, bus et monospace*

18 h 30

**Réunion avec le chef du gouvernement de la ville de Buenos Aires, le Dr. Aníbal Ibarra**  
*Lieu: Fundación de Ibarra, Arenales 1641*

*Départ à 19 h 05 de la Fundación en Mercedes, bus et monospace*

19 h 15

**Réunion avec le vice-président de la nation, Daniel Scioli**  
*Lieu: Sénat, salon Gris, Yrigoyen 1839*

19 h 30

**Présentation de l'ouvrage «El Mercosur y la Unión Europea» et conférence de Massimo D'Alema, organisée par le Club Europeo, la Asociación de Amigos de la UE et le CEFOC**  
*Lieu: Congrès de la nation, salon Arturo Illia Hipólito Yrigoyen, 1849, 1<sup>er</sup> étage*

20 h 30

Programme libre

## **Vendredi 26 novembre**

8 h 30

**Petit-déjeuner avec des journalistes de El Cronista, Buenos Aires Herald, Pagina 12, des agences TELAM, EFE, et ANSA**  
*Lieu: Hotel Marriot Plaza, salon San Martín*

9 h 30

**Débriefing avec les ambassadeurs des États membres de l'UE**  
*Lieu: Hotel Marriot Plaza, salon San Martín*

11 heures

*Départ à 10 h 45 du Marriot en Mercedes, bus et monospace*  
**Réunion avec le ministre de l'économie Roberto Lavagna**  
*Lieu: Ministère de l'économie, bureau du ministre, Hipólito Yrigoyen 250*

12 heures *Départ à 11 h 55 du ministère en Mercedes et bus*  
**Réunion avec le gouverneur de la province de Buenos Aires, Felipe Solá**  
*Lieu: Succursale de Banco Provincial dans la capitale, San Martín 108, 19<sup>ème</sup> étage.*

Après-midi et soirée  
Départ de la délégation pour l'Europe sur des vols IB et AZ